

facteur d'une importance mondiale, facteur que nous jugions devoir négliger auparavant, nous devons nous demander comment nous devons nous comporter à l'égard de l'Europe, quelle doit être notre nouvelle attitude devant ce grand changement qui s'accomplit en Europe, et quels sont les problèmes qui en résultent pour l'Amérique.

En politique, il ne s'agit pas de chercher midi à quatorze heures. La chose est simple. Si nous devons avoir affaire à une nouvelle Europe, ils nous faut, dès maintenant, commencer à organiser avec elle des rapports sous une forme acceptable et utile pour les deux parties. Depuis la guerre, les gouvernements des principaux pays européens n'ont cessé de conférer avec les Etats-Unis et d'agir de la façon qui, leur semblait-il, nous était agréable. Cette attitude prévenante de l'Europe paraît avoir quelque peu changé. Il est bien possible qu'on ne cherche plus à nous plaire et qu'on ne nous flatte plus comme auparavant. Il est possible que l'Europe attende des avances de nous. Peut-être pense-t-elle qu'elle doit non seulement donner, mais aussi recevoir. Quoi qu'il en soit, la tâche première de l'Amérique est de s'adapter à la nouvelle situation qui s'est créée en Europe.

Dans un autre article, le correspondant du *New-York Times* à Locarno, Edwin L. James, dit nettement :

« Une des conditions importantes du mouvement en faveur de l'unité de l'Europe est d'établir les bases du continent unifié sinon dans un esprit hostile à l'Amérique, en tout cas dans un esprit de simple voisinage avec cette dernière »

Dans la communication du correspondant du *Journal of Commerce de Chicago* à Locarno, Wilbur Forest, on lit :

« En ce qui concerne les affaires intérieures de l'Europe, les politiques, la presse et la population en général ont tendance à accuser les Etats-Unis des désagréments actuels et à exploiter l'unité de l'Europe pour la solution des problèmes européens sans l'aide de l'Amérique.

L'insuccès des pourparlers de Washington sur la consolidation des dettes et la dégringolade du franc sont imputés directement aux Etats-Unis. Dans beaucoup de pays, on a caractérisé les accords de Locarno comme le premier pas dans la voie de la collaboration des pays européens, collaboration destinée à contre-balancer l'hégémonie financière de l'Amérique au moyen de la restauration du commerce européen sans l'aide des Etats-Unis ».

Dans son article « Les accords de Locarno et leur importance pour l'Amérique », publié dans le numéro de décembre 1925 du *Current History*, l'ex-vice-secrétaire d'Etat américain pour les Affaires étrangères, Norman E. Davis, écrit :

« Tout cela atteste l'existence d'un cours nouveau en Europe et l'amélioration des perspectives de paix dans le monde entier, mais cela atteste aussi que le rôle dirigeant des Etats-Unis, tout au moins pour l'avenir prochain, est liquidé ».

Traitant de la question de Locarno, le démocrate Reed, à une séance publique du Sénat américain, a déclaré :

« Certains milieux croient qu'il y a en Europe beaucoup d'amour pour les Etats-Unis. Oui, on nous aime comme le débiteur malhonnête aime son créancier. Le peuple américain doit voir clairement que 55 pays se sont unis dans la Société des nations afin de combat-

tre les Etats-Unis au cas où ces derniers seraient contraints de défendre leurs droits, les armes à la main, sans l'autorisation de la S.D.N. »

L'ancien ambassadeur américain à Berlin, James W. Gerald, a déclaré dans un discours sur la situation mondiale que la formation des Etats-Unis d'Europe serait dangereuse pour l'Amérique :

« La conférence de Locarno a eu aussi ses bons côtés, mais, par la fondation de leurs Etats-Unis, les pays européens arriveraient peu à peu à dominer notre riche pays s'ils parvenaient à grouper leurs forces ».

La presse européenne (surtout au début des négociations de Locarno) était presque unanime à déclarer que c'étaient les Etats-Unis qui représentaient la force motrice dans les coulisses de Locarno. Très souvent même, on a représenté les événements de Locarno comme si l'Amérique avait pris part aux négociations. Rien n'est plus loin de la vérité. Le gouvernement américain n'a même pas été invité à Locarno. Il est très caractéristique, pour l'habileté de la diplomatie britannique, que cette circonstance n'ait pas été mentionnée dans la presse européenne. Mais le ministre des Affaires étrangères d'Amérique, Kellogg, a souligné nettement ce fait dans un grand discours prononcé le 14 décembre 1925 :

*En Europe et dans certains Etats d'Amérique, j'ai entendu, au sujet de ces questions européennes, des commentaires que je ne puis que déplorer. On disait en substance que les Etats-Unis se tiennent à l'écart, qu'ils ne veulent pas collaborer avec l'Europe, qu'ils ne veulent pas lui venir en aide, que l'Europe a pu, à Locarno, résoudre elle-même ses problèmes sans le concours des Etats-Unis.*

*Comme je l'ai déjà dit, notre politique traditionnelle est de ne pas nous mêler des questions qui touchent uniquement l'Europe, évidemment tant qu'on ne nous en prie pas ; or, il n'y avait aucune raison d'inviter les Etats-Unis à la conférence de Locarno. Cette conférence avait été convoquée pour régler des problèmes politiques purement européens, concernant des garanties ne touchant directement que les pays européens et n'affectant les autres pays du monde que dans la mesure où ils sont intéressés à la paix en Europe.*

Le ministre des Affaires étrangères d'Amérique souligne ainsi expressément que le gouvernement américain n'a pas été invité à Locarno. Il est caractéristique (et c'est là un grand succès de l'hypocrite diplomatie britannique) que ces paroles de Kellogg n'aient pas été mentionnées dans la presse européenne et que même la presse anglaise, si bien informée, ait gardé le mutisme le plus complet sur ce discours et ne l'ait pas commenté. Malgré cette conspiration du silence de la presse britannique, quelques publications laissent pourtant, çà et là, entrevoir la vérité. Dans le numéro de décembre de la *Fortnightly Review*, le correspondant diplomatique bien connu, qui signe du pseudonyme « L'Augure », écrit :

*Nous sommes en présence d'une pression de l'opinion publique des Etats-Unis avec laquelle nous devons compter à l'heure actuelle, même si elle provoque chez nous des protestations, ou plutôt précisément parce qu'elle en provoque. A Locarno, l'opinion générale était que la limitation des armements en Europe occidentale et centrale est une question que l'Europe doit régler elle-même sans la direction des Etats-Unis. Quoique cet état d'esprit n'ait trouvé son*